

Au Royaume-Uni, les migrants vivent la peur au ventre d'être envoyés au Rwanda

L'adoption de la nouvelle loi « sécurité du Rwanda », le 23 avril, permet de faire partir des personnes arrivées sans visa valable au Royaume-Uni depuis janvier 2022 vers ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs. Une perspective qui effraie nombre d'entre eux.

Londres (Royaume-Uni)

De notre correspondant

Zïlan (1) baisse les yeux et commence à sangloter. « *Je ne pense qu'à cela : le Rwanda, le Rwanda, le Rwanda* », témoigne d'une voix saccadée cette femme turque d'origine kurde, âgée de 50 ans et arrivée il y a deux mois au Royaume-Uni avec sa fille de 19 ans. « *Nous avons mis notre vie en danger pour venir ici, un pays que nous pensions sûr, et maintenant nous risquons, ma fille et moi, d'être envoyées au Rwanda ou en Turquie. Plutôt mourir.* »

La nouvelle loi « sécurité du Rwanda », adoptée le 23 avril par le Parlement britannique, a bouleversé le quotidien de dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivés depuis le 1^{er} janvier 2022 sans visa valable. Ils sont désormais sous la menace d'un aller simple vers Kigali, sans la possibilité d'un réel recours judiciaire auprès des cours de justice britanniques. Un drame pour ces réfugiés qui pensaient pouvoir refaire leur vie au Royaume-Uni. « *J'ai quitté la Turquie parce qu'en tant que kurde je suis discriminée*, témoigne Zïlan. *Mon fils a disparu il y a des années, sans que l'on sache ce qu'il lui est arrivé. Je ne voulais pas perdre aussi ma fille. J'ai choisi le Royaume-Uni où j'ai des amis et de la famille.* » Comme les trois autres demandeurs d'asile interrogés, aucun ne parle l'anglais.

La réunion organisée samedi 11 mai dans les bureaux de Gik-Der, une association kurde fondée en 1991 dans le nord-est de Londres, visait à présenter la nouvelle loi et à prévenir les réfugiés des risques qu'ils encourent désormais. *« Le gouvernement britannique n'enverra pas au Rwanda tous les migrants arrivés ici depuis deux ans, explique Ibrahim Avcil, l'un des responsables de l'association. L'objectif des politiciens conservateurs est de dissuader les migrants de venir au Royaume-Uni. »*

Quelques minutes plus tard, Zïlan reconnaît sans la moindre hésitation : *« Je ne serais pas venue ici si j'avais connu l'existence de cette loi, mais je n'en avais jamais entendu parler avant d'arriver. »* Là encore, aucun de ces trois demandeurs d'asile n'était au courant. Aujourd'hui, tous assurent, à l'image de Jiyan, 35 ans, arrivée il y a deux semaines, *« ne penser qu'au Rwanda toute la journée »*. Tous ont parcouru l'Europe à pied, en train ou en camion, avant de traverser la Manche en bateau.

« Depuis mon arrivée, il y a deux semaines, je ne sors quasiment pas de chez ma sœur, de peur d'être arrêtée pendant que je fais des courses », poursuit Jiyan. Elle est venue rejoindre sa mère et sa sœur installées légalement dans le pays depuis plusieurs années. De son côté, Ibrahim Avcil assure que *« des réfugiés récemment arrivés préfèrent dormir dans la rue plutôt qu'à l'adresse indiquée au ministère de l'intérieur ou à l'hôtel fourni par le même ministère, de peur d'être arrêtés lors d'une descente de police »*.

Le père de Baran, 17 ans, fait partie des demandeurs d'asile arrêtés depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Arrivé au Royaume-Uni il y a deux ans, il a été placé dans un centre spécial, dans lequel on lui a fourni des documents sur le lieu où il serait logé au Rwanda. Arrivé le 10 octobre sur les côtes britanniques pour rejoindre son père, Baran, mineur, a immédiatement été placé dans une famille d'accueil. *« Mon père m'a dit qu'il avait récemment bénéficié d'un permis de travail de deux ans, il ne s'attendait pas du tout à son arrestation, raconte-t-il, préoccupé. Son avocat plaidera qu'il ne peut pas être envoyé au Rwanda car il est ma seule famille et j'ai besoin de lui ! »*

Malgré l'anxiété générale, Ibrahim Avcil veut apporter une note d'espoir à la vingtaine de demandeurs d'asile présents : *« Si vous vous faites*

arrêter, appelez-nous immédiatement. Avec d'autres organisations, nous viendrons pour tenter d'empêcher la police de vous emmener. La solidarité est la clé ! » Cette promesse ne relève pas du fantasme : plusieurs dizaines d'activistes sont déjà parvenus à empêcher les arrestations de migrants, le 2 mai, dans le sud de Londres.

Tristan de Bourbon

(1) Le prénom a été modifié, comme celui de tous les demandeurs d'asile interrogés pour cet article.